

# Des commerces vigilants

## ■ Le premier Réseau d'information de quartier (Riq) de Bruxelles s'implante à Anderlecht

**ANDERLECHT** ▽ Le quartier de Scheut au cœur d'Anderlecht, coin chaud de la capitale s'il en est, traîne une triste réputation en termes de sécurité. Olivier, fleuriste sur la chaussée de Ninove depuis trois ans, confirme:

*"Carreaux cassés, cambriolages, agressions, c'est vrai qu'on a connu pas mal de problèmes. Beaucoup de boutiques ferment. Et les clients sont nombreux à me dire qu'ils vont faire leurs courses ailleurs."* Insécurité et, surtout, sentiment d'insécurité nuisent aux affaires. Lui et une quarantaine d'autres commerçants se sont associés à la police ainsi qu'à la commune pour créer un réseau d'information dans leur quartier.

Le principe du Riq est simple. Un commerçant signale à la police un fait suspect. Celle-ci évalue alors si l'information doit être distillée aux autres commerces. Si oui, elle envoie un message via GSM aux coordinateurs. Ces personnes assurent le lien avec les services de police. A leur tour, elles devront décider si l'info doit être répercutée ou non.

Jean-Luc, patron d'une société de

lettrage, est l'un des deux coordinateurs du Scheut: *"On a un rôle d'interface avec la police. On ne veut pas se substituer, mais on voit et on entend des choses. On verra comment ça va se passer."*

La police sera, quant à elle, tenue de communiquer des conseils préventifs via le réseau. L'objectif du Riq est également de renforcer la proximité des services de police avec les gens du quartier.

*"On ne peut pas rester sur notre petite île",* explique Marc Condijs, directeur adjoint du quartier Scheut à la police d'Anderlecht. *"On ne se rend pas toujours compte de ce que la population désire. Et la population ne sait pas comment nous travaillons. Ce système crée un lien avec les gens. Et puis, c'est une source d'informations supplémentaire."*

Le projet est chapeauté par la commune qui organisera des réunions d'évaluation tous les trois mois. Après un an de fonctionnement, elle soupèsera les fruits récoltés.

Fondés sur une circulaire du ministère de l'Intérieur datant de 1998, des réseaux d'information de quartier ont fait leurs preuves en Flandre et en Wallonie. Mais uniquement à la campagne.

Bruxelles est la première grande ville à l'expérimenter. L'avenir nous dira si ce type d'initiative convient à la criminalité propre à la capitale.

Mathieu Colleyn